

La mémoire du Travail

Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)
Volume 9, no 1 | Hiver-Printemps 2023

SOMMAIRE

Trois nouveaux fonds	1
Trois timbres, trois Québécoises engagées	1
Le Point syndical : un numéro historique	2
Désindustrialisation	2-3
Centre d'histoire du travail (CHT) à Nantes en France	4
Deux décès	4

nouveaux fonds d'archives

TROIS TIMBRES

Hommage à trois Québécoises engagées

■ Simone Monet-Chartrand (1919-1993)

Simonne Monet-Chartrand est une syndicaliste, féministe, écrivaine et pacifiste. Elle est une des fondatrices de l'organisme Voix des femmes en 1960 et de la Fédération des femmes en 1966. Elle instaurera un programme d'éducation à la paix au sein de l'enseignement.

■ Madeleine Parent (1918-2012)

Madeleine Parent est une syndicaliste et une féministe québécoise. En 1942, elle participe à l'organisation des ouvriers et ouvrières de Dominion Textile. En 1946, elle participe activement aux grèves d'employé-es d'usines de Saint-Henri, d'Hochelega et de Valleyfield. En 1947, elle est à nouveau très impliquée lors d'une grève à Lachute.

■ Léa Roback (1903-2000)

Léa Roback est une syndicaliste et est considérée comme une pionnière du féminisme au Québec. En 1933, elle contribue à mettre sur pied la Guilde des travailleuses de la robe. En 1936, elle travaille au service de l'éducation de l'Union Internationale des ouvrières du vêtement pour dames dont elle est une organisatrice syndicale. Elle participe à la grève des midinettes au printemps 1937. Féministe, elle s'est battue pour l'obtention du droit de vote, pour le droit à l'avortement et pour l'accès à la contraception.

Trois nouveaux fonds acquis par le CHAT

Le Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT) a fait l'acquisition et procédé au traitement de trois nouveaux fonds soit celui de la FATA, de Carole Clément et de Léonce Marcotte. Quelle que soit l'ampleur des fonds soumis au CHAT, ce dernier est vraiment le lieu professionnel tout indiqué pour les conserver ou les traiter avec un instrument de recherche approprié.

■ P47 - Fonds Fondation pour l'aide aux travailleuses et travailleurs acci- dentés - (FATA) - 2014-2017.

- 4 cm de documents textuels.

> Instrument de recherche

La Fondation pour l'aide aux travailleurs accidentés (FATA) est un organisme à but non lucratif créé en 1983 à l'initiative de Michel Chartrand. L'organisme s'est donné pour mission d'informer, de défendre et de représenter les travailleurs et travailleuses accidentés devant le tribunal administratif du travail. L'organisme s'est dissous en 2017. Suite à cette dissolution, Robert Laliberté, un membre du FATA, nous a contactés afin de céder les documents relatifs à l'organisme.

Le fonds contient des statuts, des règlements et des procès-verbaux.

■ P51 - Fonds Carole Clément

- 10 cm de documents textuels.

- 2 cassettes VHS.

> Instrument de recherche

Carole Clément a été tour à tour conseillère aux communications à la FTQ puis au SCEP. Elle a également été rédactrice en chef du Monde ouvrier. Carole Clément a été un témoin privilégié des luttes syndicales. Son livre « Deux grands coups... une réponse », paru en 1999, témoigne des luttes ayant mené à la syndicalisation des

téléphonistes de Bell dans les années 1980. Le fonds porte sur les documents et les dossiers ayant servi à la rédaction du livre.

■ P52 - Fonds Léonce Marcotte - 1964-1968. - 10 cm de documents textuels - 5 cm de coupures de presse - 2 photographies - 1 affiche.

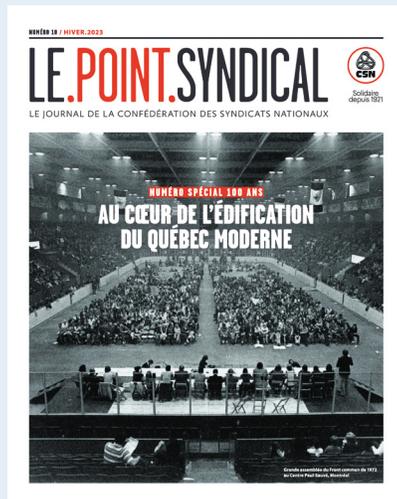
> Instrument de recherche

Le fonds Léonce Marcotte nous a été cédé par son fils Benoit Marcotte suite au décès de son père. Léonce Marcotte a été président de la section locale du Syndicat des professeurs de l'État du Québec (SPEQ) lors des négociations des premières conventions collectives des professeurs. Lorsque la grève a été déclenchée en mars 1966, le gouvernement de Jean Lesage a obtenu une injonction forçant le retour au travail des professeurs. Cependant, ces derniers ont refusé de retourner au travail malgré l'injonction. Pour cette raison, 13 chefs syndicaux membres du SPEQ-CSN ont été condamnés à la prison. Ainsi, en octobre 1968, Léonce Marcotte et ses collègues ont passé deux semaines à la prison de Québec. Le fonds contient, entre autres, des notes biographiques, de la correspondance, des coupures de presse, des documents juridiques, des communiqués, des bulletins et une convention collective signée par Jean Lesage. ■

LE POINT SYNDICAL
NUMÉRO SPÉCIAL : 100 ANS

Au cœur de l'édification du Québec moderne

Le numéro 10, hiver 2023 du journal de la CSN **Le.Point.syndical**, est une édition spéciale consacrée au centenaire de la CSN. Il marque aussi le retour de cette publication et évoque les combats qui animent cette centrale syndicale : système de santé vraiment public, loi anti-briseurs de grève au fédéral, préservation des services et des programmes sociaux, protection du français, santé-sécurité au travail, augmentation significative du salaire minimum, politique de développement durable et transition juste pour les personnes en emploi, politique industrielle, mesures d'inclusion en milieu de travail et lutte contre le harcèlement et programmes de formation en continu. Plus précisément, on y retrouve entre autres des articles qui traitent de l'origine du Deuxième front de la CSN, de l'histoire de la CSN-Construction, de la santé, des femmes, du chantier maritime de la Davie et des négociations dans le secteur public depuis 1960.



L'histoire d'avant, pendant et après

Dans le cadre d'un projet sur les fermetures d'usines, des études préliminaires des cas de Papiers Gaspésia, Canadian Celanese, Rio-Tinto et Marine Industrie ont été rédigées. La description des fermetures fait voir des pertes substantielles d'emplois souvent bien rémunérés, des effets négatifs sur la santé physique et mentale des travailleurs-euses (maladies physiques, alcoolisme et toxicomanie, stress et anxiété, dépression), des impacts sur les relations familiales et un déclin économique local/régional. Sont aussi décrites les actions de mobilisation des communautés (citoyens, regroupements des gens d'affaires, leaders politiques et sociaux) de chaque usine en vue de protéger les emplois, de trouver des alternatives à la fermeture et d'organiser une reconversion industrielle.

Quelles sont les principales conclusions à tirer de ce travail préliminaire? Le portrait de l'histoire de ces usines toutes implantées et opérées sur le modèle d'une mono-industrie montre les caractéristiques suivantes :

1. une implantation par un baron ou une grande société de l'industrie dans un territoire dotée de ressources imposantes et facilement disponibles (forêt, cours d'eau, main d'œuvre) ;
2. une période de croissance durant la Seconde Guerre mondiale et les Trente glorieuses (1945-1973) ;
3. un éventail des difficultés progressives créés par la concurrence étrangère stimulée par la montée des pays en émergence et les vacillements des pouvoirs publics à l'égard de la libéralisation des marchés ;
4. des expériences plus ou moins heureuses de diversification de la production en réaction au nouvel environnement ;
5. des résultats contrastés selon les modifications de la demande (du papier journal au numérique; des fibres naturelles aux produits synthétiques) et la présence ou l'absence d'investissement des entreprises dans leur appareil de production ;
6. l'irruption des normes environnementales exigeantes ;

7. des participations plus ou moins actives et heureuses des gouvernements et de leurs agences dans l'évolution des performances de chaque usine.

Les conséquences du modèle mono-industriel

Les études sur les conditions de travail des usines et les actions syndicales menées parfois rudement durant toutes ces années font voir les objectifs suivants :

1. améliorer les conditions de travail ;
2. trouver des accords qui protègent les emplois et encouragent l'investissement dans la modernisation des équipements et des processus de production ;



3. organiser des grèves et des manifestations visant à amener les décideurs politiques à agir pour contrecarrer les conséquences sociales et économiques négatives qui découlent des fermetures ;
4. négocier des accords de licenciement (indemnités de départ et prestations d'assurance-emploi) et de formation de reconversion professionnelle ainsi que des services de soutien (options de formation professionnelle, recherche d'emploi et conseils en matière de santé).

Les défis de la reconversion

Dans la foulée de la fermeture, les défis de la reconversion industrielle du site, de la localité ou de la région sont présentés : les conditions de création de nouveaux emplois, la mise à niveau ou la construction de nouvelles installations, la diversification de la production, l'intégration dans l'économie locale, l'intervention proactive des entités politiques et économiques de la région, l'apport important des institutions privées et publiques au financement et la participation de la communauté locale. Les études présentent les approches adoptées dans chaque cas et les résultats vraiment ou moins satisfaisants selon les circonstances de chaque situation.

Conclusion préliminaire

En conclusion, nous avons un portrait typique de l'évolution d'entreprises construites pour répondre à une demande croissante de produits manufacturés, concentrées sur un seul produit et établies sur



Les chantiers de Marine Industries en 1942.

un territoire offrant des conditions optimales (abondance de matières premières et de main d'œuvre, cours d'eau pour l'alimentation électrique et le transport, proximité des centres urbains). Après une croissance réelle, mais soutenue diversement, ces entreprises font à la fois l'expérience de conflits sociaux et économiques, l'avènement de la mondialisation et de la concurrence internationale pour finalement en arriver à décider la délocalisation et la fermeture de l'usine. Les mêmes raisons sont invoquées : productivité insuffisante et rentabilité insatisfaisante. **Quoi de nouveau sous le soleil!** Dans un cas, nous observons la réaction déterminée de la communauté qui prend son avenir en main et met en place les conditions de reconversion de leur localité en empruntant une démarche proactive, planifiée et coordonnée. ■



Travailleurs et travailleuses de la Celanese lors de leur entrée au travail à Drummondville en 1934. Société d'histoire de Drummond, Fond Celanese.

CHAT/CHORN

Projet « Fermetures d'usine »

En 2020, le CHAT est devenu partenaire avec le Centre d'histoire orale et de récits numériques (CHORN-Université Concordia) d'un projet de recherche qui vise à comprendre les conséquences à long terme du phénomène de la désindustrialisation en Amérique du Nord et dans l'Europe occidentale (voir le Bulletin du CHAT, Volume 8, no 2/ Automne 2022 : <https://archivesdu-travail.quebec/bulletin>).

Une étude transnationale

Cette étude transnationale et comparative vise à examiner les cas des entreprises absorbées dans le mouvement de désindustrialisation qui s'est produit dans le monde occidental au cours des cinquante dernières années. Une trentaine de partenaires universitaires (Canada, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, France, Italie et Allemagne) y participent; vingt-quatre chercheurs et chercheuses universitaires dans ces pays et experts.es sur la question de la désindustrialisation sont associées au projet à titre de co-chercheurs-es.

La collaboration du CHAT consiste en l'analyse de six fermetures d'usine au Québec dans les secteurs des pâtes et papier, textile, aluminium et construction navale (Papiers Gaspésia à Chandler; Domtar à Lebel-sur-Quévillon; Produits forestiers Résolu (PFR) à Shawinigan; Canadian Celanese à Drummondville; Rio-Tinto à Shawinigan; Marine Industries à Sorel-Tracy).

Entrevues à venir

En vue d'ajouter aux archives (documents historiques) des acteurs, notamment celles des syndicats concernés, un volet important comprend la menée d'entrevues structurées de participants-es (syndicalistes, salariés-es, cadres des entreprises) et de dirigeants-es politiques (entreprises publiques et gouvernements de divers niveaux) au sujet des circonstances et des événements reliés à ces fermetures et à leurs suites. Elles sont en voie de réalisation.

Un survol

Lorsque le CHAT a mis en ligne son site <https://archivesdutravail.quebecsurleToile>, il a inclus des liens de sites ailleurs dans le monde sur le travail et le mouvement ouvrier. Nous offrirons ainsi un bref survol de quelques-uns de ces sites. Nous en ajouterons d'autres au fur et à mesure de notre exploration.

■ Centre d'histoire du travail (CHT) à Nantes en France

SAUVEGARDE ET GESTION DES ARCHIVES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

En 1981, des universitaires nantais et des syndicalistes, soutenus par les trois grandes confédérations syndicales ouvrières (CGT, CFDT et CGT-FO), ainsi qu'une quinzaine de mairies de Loire-Atlantique créent le Centre de documentation du mouvement ouvrier et du travail (CDMOT) qui deviendra Centre d'histoire du travail (CHT) en 1994. Cette année-là, la mairie de Nantes lui propose de prendre place dans le bâtiment Ateliers et Chantiers de Nantes devient alors le Centre d'histoire du travail (CHT)

En quarante ans, le CHT a accueilli environ deux cent cinquante fonds d'archives de provenances diverses : militants ouvriers ou paysans, principalement du département de Loire-Atlantique, militants coopérateurs; structures syndicales et politiques locales, organisations politiques ou syndicales nationales : Confédération nationale des syndicats de travailleurs, de paysans, du Parti socialiste unifié et d'un centre de documentation militant : le Centre de documentation anarchiste (CDA).

Le Centre d'histoire du travail : un éditeur

Depuis 1988, le Centre d'histoire du travail s'est fait éditeur afin de valoriser la mémoire militante (témoignages, travaux à caractère scientifique) et populaire (histoire locale).



Cours de l'Université permanente (Nantes)

Le Centre donne aussi un bloc de trois cycles de cours s'intitule « Ouvriers et paysans de Loire-Atlantique » en collaboration avec l'Université permanente de Nantes. Ouverts à toutes et tous, ils ont lieu dans le bâtiment Ateliers et Chantiers de Nantes.

Ateliers pédagogiques

Depuis 2018, le CHT propose aux publics scolaires de la région de découvrir le centre au moyen de quatre ateliers.

Fonctionnement

Un bureau est élu chaque année par le Conseil d'administration. Il est composé de quatre collègues : représentants des syndicats, financeurs (collectivités locales), enseignants-chercheurs et adhérents. Un Conseil d'orientation se tient deux fois l'an pour définir les projets du Centre d'histoire du travail. Ce dernier emploie trois salariés ayant une formation en histoire et en archivistique. Il publie également une

Lettre d'information bi-mensuelle et un bulletin annuel.

Le financement

Le Centre d'histoire du travail (CHT) a obtenu le soutien de quatorze communes. Ces collectivités locales avaient adopté un principe selon lequel elles s'engageaient à soutenir le Centre de documentation du mouvement ouvrier et du travail, ou CDMOT (ancienne appellation du CHT), au prorata du nombre de leurs habitants. Ce principe fut progressivement abandonné au bénéfice d'un renforcement de la subvention de la Mairie de Nantes, mais la plupart de ces communes sont restées fidèles et ont été rejointes entre autres par le Conseil général de Loire-Atlantique à partir de 2001.

Ateliers et Chantiers de Nantes
2bis, boulevard Léon-Bureau 44200 Nantes
02 40 08 22 04 | cht-nantes.org

DÉCÈS

■ Paul Béland (1950-2022)

Paul Béland qui a contribué à la mise sur pied du CHAT est mort le 24 novembre 2022 d'un cancer fulgurant. Il était un membre actif du syndicat des techniciens de la scène (IATSE).

■ Paresh Chattopadhyay (1927- 2023)

Le professeur retraité de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en économie politique, Paresh Chattopadhyay est décédé en janvier 2023. Le CHAT avait reçu en 2018 un don de 5 000\$ du professeur Chattopadhyay.

Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)

2350, avenue De La Salle Montréal QC H1V 2L1
(514) 599-2010
archivesdutravail@gmail.com
archivesdutravail.quebec
Facebook

Responsable André Laplante
Mise en page Zoé Brunelli
Collaboration Jacques Desmarais
Janson Lapalme-L'Heureux
André Leclerc

Dépôt légal — BANQ 2023